



# LA PRÉCARITÉ ALIMENTAIRE À GRAND PARIS SUD, UNE RÉALITÉ COMPLEXE

L'OBSERVATOIRE // DÉCEMBRE 2023



**63 %** des habitants de Grand Paris Sud vivent dans une commune aux publics très fragiles.

55 % en Île-de-France.



**33 %** de la population de Grand Paris Sud vit dans une commune aux publics présentant des risques de santé publique en lien avec l'alimentation.

21 % en Île-de-France.



**55 %** de la population de Grand Paris Sud vit dans une commune aux publics présentant un risque de précarité alimentaire très élevé.

44 % en Île-de-France.

Source : CREDOC, 2023.

« Je crois qu'il faut se rendre compte que l'inflation est d'une violence inouïe [...] Aujourd'hui, ce n'est plus tenable et à ce rythme-là, si on ne fait rien, même les Restos du cœur pourrait mettre la clé sous la porte d'ici à 3 ans. »<sup>1</sup>. La rentrée 2023 a été marquée, entre autres, par cet appel à l'aide du président des Restos du cœur. Largement relayé par les médias, ce constat d'une aggravation de la précarité et l'arrivée de nouveaux profils parmi les personnes ayant recours à l'aide alimentaire ne font qu'augmenter les besoins des associations.

Trois ans après la crise sanitaire et dans un contexte inflationniste, le poids des dépenses contraintes augmente pour les ménages et la précarité alimentaire, aux côtés de celles rencontrées pour l'emploi, le logement, l'énergie,... se révèle comme l'une des multiples facettes de la précarité.

Apparaissant comme un territoire au faible niveau de vie<sup>2</sup>, la Communauté d'agglomération (CA) Grand Paris Sud n'est pas épargnée par cette réalité complexe et difficilement saisissable. Engagée dans l'élaboration d'une Stratégie agricole et alimentaire territoriale (SAAT), elle fait de l'accès à une alimentation saine et abordable un enjeu majeur de ses politiques publiques.

<sup>1</sup> Patrice Douret, Président des Restos du cœur, sur le plateau d'Anne-Claire Coudray [au JT de 13h sur TF1](#) le dimanche 3 septembre 2023.

<sup>2</sup> Observatoire territorial de Grand Paris Sud, [Niveau de vie et inégalités : quelle situation pour Grand Paris Sud ?](#), L'observatoire, décembre 2022.

## INFLATION, BAISSÉ DU POUVOIR D'ACHAT : VERS UNE AUGMENTATION DE LA PRÉCARITÉ ALIMENTAIRE

Au lendemain de la crise sanitaire due à la Covid-19 et suite aux tensions internationales, l'inflation se ressent. Le pouvoir d'achat des Français diminue, entraînant pour certains d'importantes restrictions.

Dans un récent sondage<sup>3</sup>, 78 % des personnes interrogées déclaraient devoir « se serrer la ceinture », dont 29 % beaucoup, soit 4 points de plus entre mai et septembre 2023.

C'est en effet à partir de fin 2021 que les prix de l'alimentation augmentent fortement pour atteindre une inflation de 16 % en mars 2023 quand celle de l'ensemble des produits (hors tabac) est à 6 %.

Ce sont alors les produits de base (huile, riz, sucre, ...) et les « premiers prix » qui subissent la hausse la plus importante, engendrant, de fait, une augmentation du prix du panier plus importante pour les ménages les plus modestes<sup>4</sup>.

Contraints de choisir où iront leurs dépenses, celles concernant l'alimentation, plus facilement modulables, sont revues à la baisse. Et, c'est parce qu'elles varient constamment, qu'il est difficile de mesurer le montant attribué par les ménages à l'alimentaire dans l'ensemble de leur budget.

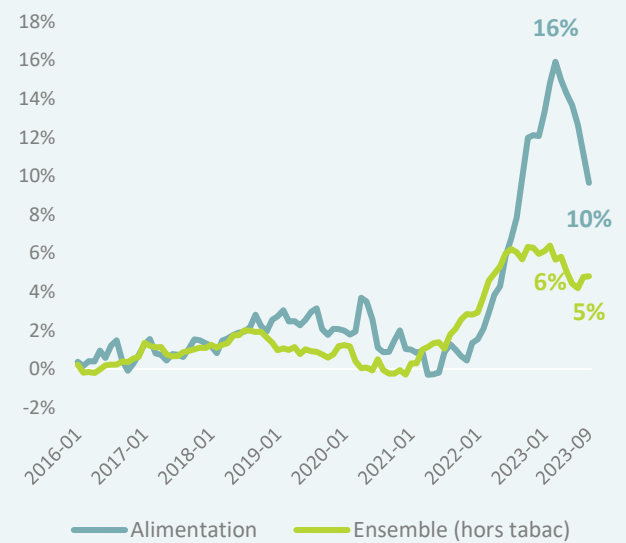
Cette forte pression sur le pouvoir d'achat engendre de fait une série de renoncements et les habitudes de consommation s'en trouvent modifiées.

Lors de la consultation Vivre à Grand Paris Sud aujourd'hui et demain<sup>5</sup>, 69 % des habitants du territoire interrogés ont déclaré avoir modifié leurs habitudes de consommation du fait de l'inflation et/ou de la crise énergétique. Cette proportion monte à 77 % pour les habitants de Grigny, 75 % de Bondoufle ou encore 73 % pour ceux de Tigery, Villabé ou encore Ris-Orangis.

Ces personnes se sont alors davantage tournées vers des achats de produits discount, « premiers prix », des achats de première nécessité essentiellement ou encore d'occasion.

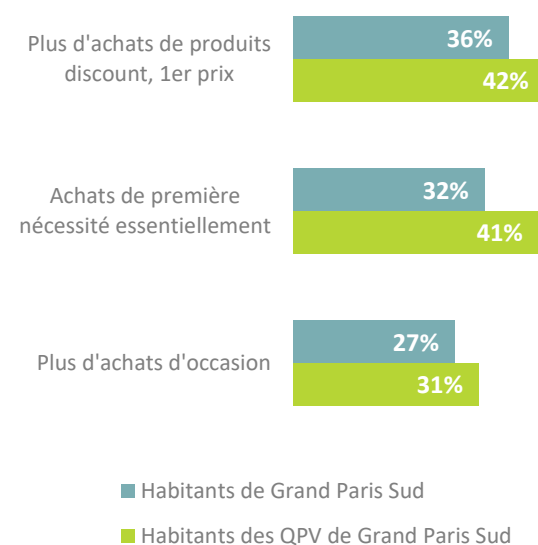
Ayant un moindre niveau de vie, cela est d'autant plus vrai pour les habitants de Quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) du territoire. De manière plus générale, les femmes, les moins de 30 ans, les familles monoparentales et les demandeurs d'emploi sont les plus concernés.

### Indice des prix à la consommation (base 2015)



Source : INSEE, Base 2015. Glissement annuel pour l'ensemble des ménages en France.

### Habitants de Grand Paris Sud : Avez-vous modifié vos habitudes de consommation avec l'inflation et/ou la crise énergétique ?



Champs : 3 532 habitants de Grand Paris Sud, 495 en QPV.  
Source : Observatoire territorial de Grand Paris Sud, Vivre à Grand Paris Sud aujourd'hui et demain, 2023.

<sup>3</sup> ELABE pour BFMTV, Les Français et le pouvoir d'achat, septembre 2023.

<sup>4</sup> IRI vision - le prix.

<sup>5</sup> Observatoire territorial de Grand Paris Sud, Vivre à Grand Paris Sud aujourd'hui et demain, septembre 2023.

Le dernier baromètre de la pauvreté et de la précarité<sup>6</sup> du Secours populaire français met particulièrement en lumière le niveau record d'un certain nombre de privations face à l'inflation.

Au-delà de la recherche systématique des petits prix et des achats dans les enseignes hard discount, bon nombre de Français rencontrent des difficultés financières pour consommer des fruits et des légumes frais tous les jours ou acheter de la viande allant jusqu'à l'incapacité de se procurer une alimentation saine.

Un Français sur trois, parmi les parents, ne fait plus trois repas par jour ou ne mange pas toujours à sa faim pour pouvoir nourrir ses enfants.

Enfin, 12 % déclarent avoir recours à une aide alimentaire via des associations.

« Compte tenu de l'inflation, il est compliqué de manger équilibré. Les fruits par exemple, je les laisse de côté pour privilégier les aliments de base. »

Bénéficiaire de l'épicerie sociale et solidaire **Généractions77**

« Une augmentation du nombre d'accueillis due à la crise économique s'est bien fait ressentir cette année. »

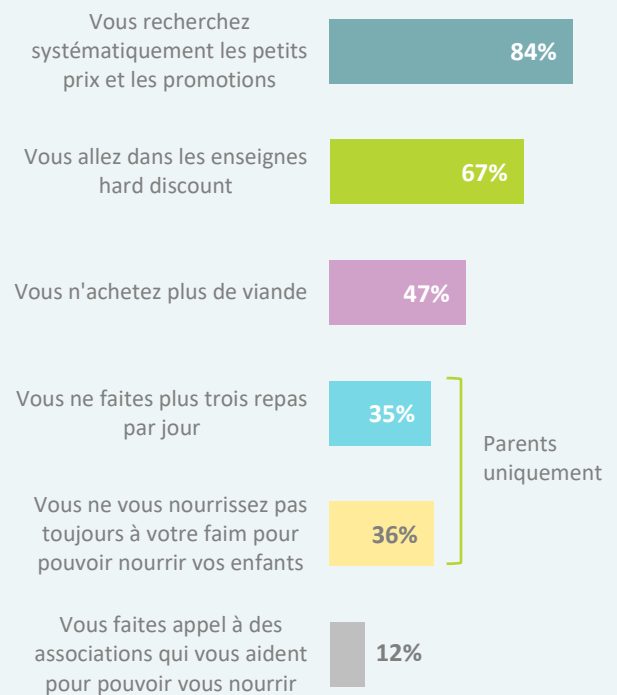
Vice-président de l'antenne 91, **Restos du cœur**

Face à l'inflation, différentes stratégies sont donc adoptées par les ménages qui subissent le plus cette restriction sur leur budget alimentaire. Ils réduisent leurs portions ou sautent des repas, consomment des aliments moins appréciés mais moins chers, s'approvisionnent différemment, notamment par le biais d'associations, d'épiceries solidaires<sup>7</sup>.

Si la précarité alimentaire est un phénomène difficilement mesurable, le Centre de recherche pour l'étude et l'observation et les conditions de vie (CREDOC) intègre depuis peu un volet sur cette thématique dans son enquête Conditions de vie et aspirations des Français.

D'après celle-ci, la précarité alimentaire a surtout évolué à la hausse en 2022. En effet, tandis que la part des personnes déclarant ne pas toujours manger à leur faim a augmenté de 3 points entre 2016 et 2022, elle gagne 4 points en quelques mois seulement, entre juillet et novembre 2022, confirmant une augmentation importante et rapide du phénomène.

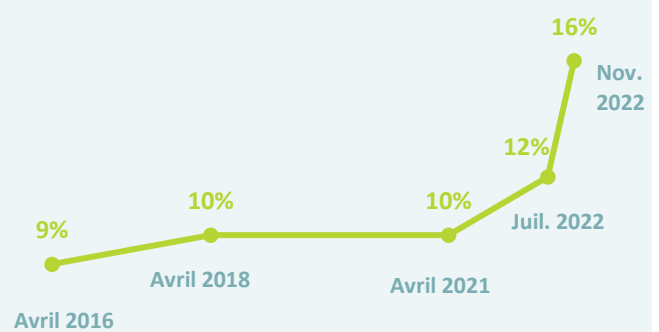
### Est-ce que du fait de l'inflation et de la baisse de votre pouvoir d'achat vous vivez les situations suivantes depuis ces deux dernières années ?



Champs : 996 personnes représentatives de la population française de 16 ans et plus.

Source : IPSOS, baromètre de la pauvreté et de la précarité, Secours populaires français, juin 2023.

### Part de la population en insuffisance alimentaire



Champs : Ensemble de la population de 15 ans et plus.

Source : CREDOC, enquêtes Conditions de vie et aspirations des Français et Comportements et attitudes alimentaires en France.

<sup>6</sup> Ipsos pour le Secours populaire français, Baromètre de la pauvreté et de la précarité, édition n°17, juin 2023.

<sup>7</sup> M. Gressier, M. Bléhaut (CREDOC), A. Bernard de Raymond (INRAE), La débrouille des personnes qui ne mangent pas toujours à leur faim, note de synthèse n°36, septembre 2023.

## LA PRÉCARITÉ ALIMENTAIRE : UN PHÉNOMÈNE DIFFICILEMENT MESURABLE

Invisible, la précarité alimentaire est l'une des sources d'inégalités difficilement mesurable. Comme le précise le Conseil national de l'alimentation (CNA) :

« Il n'existe pas de mesure reconnue et validée de la précarité alimentaire. Elle est donc principalement approchée par des données associées à la mesure de la pauvreté ou des données issues de l'aide alimentaire. Si ces données permettent d'entrevoir l'ampleur de la précarité alimentaire en France, elles ne permettent pas de la quantifier précisément. En effet, toutes les personnes pauvres ne sont pas nécessairement en situation de précarité alimentaire ; toutes les personnes en situation de précarité alimentaire ne demandent pas à bénéficier de l'aide alimentaire, n'y sont pas éligibles ou n'ont pas nécessairement un accès à l'aide alimentaire. »<sup>8</sup>

Loin de se vouloir exhaustive, cette étude propose d'appréhender une partie de ce phénomène à travers la mobilisation de données pour Grand Paris Sud et ses 23 communes principalement issues du diagnostic francilien de la précarité alimentaire réalisé par le CREDOC.

Afin d'avoir une vision plus compréhensive des réalités territoriales, l'observatoire a également assisté à deux ateliers de concertation, sur le sujet de l'alimentation et mené des entretiens avec trois acteurs associatifs du territoire œuvrant contre la précarité alimentaire.

### Méthodologie de l'étude



**Analyse des données** issues du diagnostic francilien de la précarité alimentaire du CREDOC pour :

- Grand Paris Sud
- Les 23 communes de Grand Paris Sud



**Observation de deux ateliers de concertation** menés par Res publica dans le cadre de l'élaboration de la SAAT de Grand Paris Sud (septembre 2023)

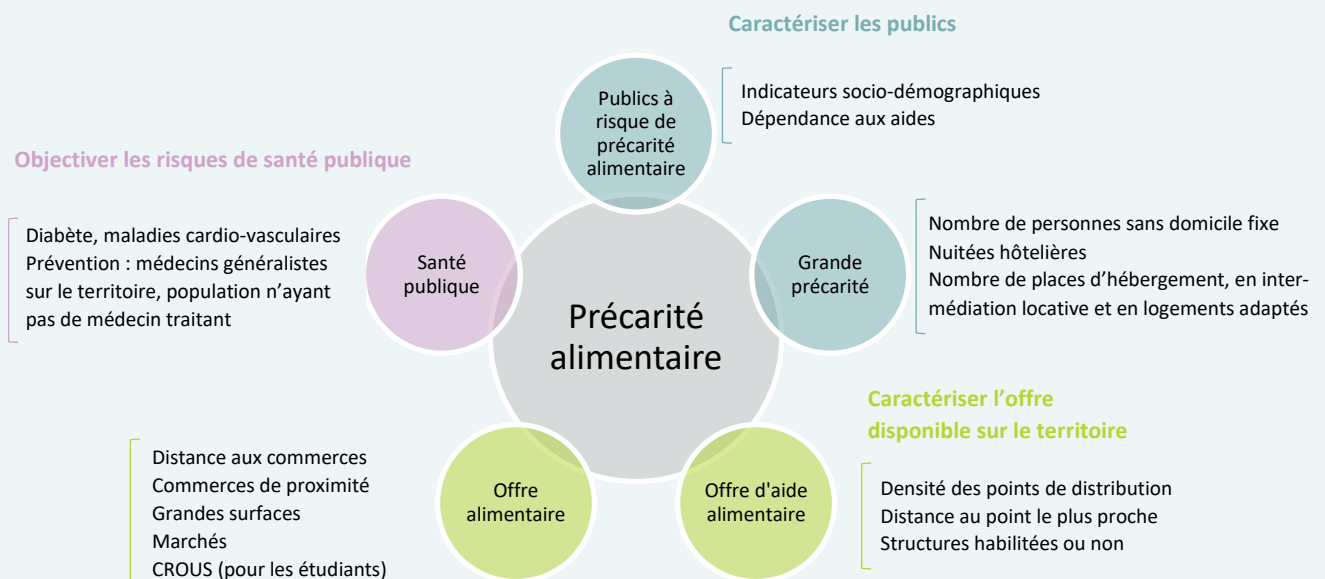
- Un groupe d'étudiants à l'UPEC Sénart, à Lieusaint
- Un groupe de bénéficiaires de l'épicerie sociale et solidaire Généractions77 à Savigny-le-Temple



**Réalisation de trois entretiens** auprès d'acteurs associatifs (octobre 2023) :

- Directeur général de Généractions77, Savigny-le-Temple
- Vice-président de l'antenne 91 des Restos du cœur, Évry-Courcouronnes
- Vice-présidente de l'unité locale de la Croix rouge française de Viry-Chatillon/Grigny

### Zoom sur le diagnostic de la précarité alimentaire en Île-de-France : les 5 axes retenus par le CREDOC



Source : CREDOC, ANSA, [Diagnostic de la précarité alimentaire en Île-de-France](#), mars 2023.

<sup>8</sup> Conseil national de l'alimentation (CNA), [Prévenir et lutter contre la précarité alimentaire](#), Avis n°91, octobre 2022.

## GRAND PARIS SUD, UN TERRITOIRE AU FAIBLE NIVEAU DE VIE

À Grand Paris Sud, la moitié des habitants vivaient avec moins de 1 773 € par mois et par Unité de consommation (UC) en 2020. 18,7 % des ménages fiscaux de l'agglomération se trouvaient sous le seuil de pauvreté. Avec un tel niveau de vie, le territoire se classe parmi les Établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) d'Île-de-France les moins riches (58<sup>e</sup> sur 63) et également parmi ceux où le taux de pauvreté est le plus élevé (9<sup>e</sup> sur 63).

La population de Grand Paris Sud présente en effet des facteurs qui la rendent plus propice à la précarité : une forte présence de jeunes, de familles monoparentales, de demandeurs d'emploi, entre autres, soit des profils dont les niveaux de vie font partie des plus bas et les taux de pauvreté les plus hauts.

Un quart de la population du territoire vit également dans l'un des 19 QPV, dont certains se classent parmi les quartiers franciliens ayant les plus grandes difficultés socio-économiques<sup>9</sup>.

À l'image de la région Île-de-France, de fortes disparités s'observent au sein de Grand Paris Sud : les territoires les plus riches jouxtent les plus pauvres. En 2020, les habitants de Morsang-sur-Seine disposent d'un revenu disponible médian 2,5 fois plus élevé que ceux de Grigny où le taux de pauvreté s'élève à 43 %.

Si le lien entre le niveau de vie et les risques de précarité alimentaire n'est plus à démontrer, de fait, Grand Paris Sud présente des caractéristiques socio-économiques le plaçant parmi les territoires les plus à risque de précarité alimentaire.

### Caractéristiques socio-économiques et démographiques de la population de Grand Paris Sud



**1 773 €**/mois/UC de revenu médian disponible à Grand Paris Sud (58<sup>e</sup> EPCI d'Île-de-France sur 63)  
2 041 €/mois/UC en Île-de-France



**18,7 %** de taux de pauvreté (à 60 %) à Grand Paris Sud (9<sup>e</sup> EPCI d'Île-de-France sur 63)  
15,5 % en Île-de-France  
Source : INSEE, FILOSOFI, 2020.



**30,3 %** de moins de 20 ans à Grand Paris Sud (2<sup>e</sup> EPCI d'Île-de-France sur 63)  
25,5 % en Île-de-France



**16,4 %** de familles avec 3 enfants ou + (-25 ans) à Grand Paris Sud (5<sup>e</sup> EPCI d'Île-de-France sur 63)  
12 % en Île-de-France



**13,9 %** de familles monoparentales à Grand Paris Sud (6<sup>e</sup> EPCI d'Île-de-France sur 63)  
11,3 % en Île-de-France



**6,1 %** de demandeurs d'emploi à Grand Paris Sud (13<sup>e</sup> EPCI d'Île-de-France sur 63)  
5,9 % en Île-de-France  
Source : INSEE, Recensement de la population, 2020.



**24,5 %** des habitants vivent en QPV à Grand Paris Sud (5<sup>e</sup> EPCI sur 34 concernés)  
14,6 % en Île-de-France  
Source : INSEE, Recensement de la population, 2018.

### Niveau de vie et taux de pauvreté des habitants de Grand Paris Sud selon leur profil

Profil	Revenu disponible médian/mois/UC	Taux de pauvreté
Moins de 30 ans	1 625 €	22,9 %
Famille monoparentale	1 440 €	28,2 %
Locataire du parc social	1 328 €	32,6 %
Indemnités chômage comme source principale de revenu	1 027 €	59,9 %
<b>Grand Paris Sud</b>	<b>1 773 €</b>	<b>18,7 %</b>

Source : INSEE, FILOSOFI, 2020.

<sup>9</sup> Observatoire territorial, Atlas des quartiers prioritaires de la politique de la ville de Grand Paris Sud, 2<sup>e</sup> édition, Grand Paris Sud, 2022.

## UN TERRITOIRE AU PUBLIC POTENTIELLEMENT À RISQUE DE PRÉCARITÉ ALIMENTAIRE

Dans son diagnostic francilien de la précarité alimentaire, l'un des axes mobilisés par le CREDOC permet de caractériser les territoires selon les publics potentiellement à risque de précarité alimentaire qu'ils abritent. Ainsi, plus le score de l'indicateur synthétique créé s'approche de 1, plus les habitants cumulent des facteurs de risques dans leur composition socio-démographique.

Il ressort qu'à l'échelle régionale, ceux étant à risque de précarité alimentaire sont principalement concentrés dans les zones denses et les périphéries, notamment au nord et à l'est de la petite couronne.

Si la Seine-Saint-Denis et une grande partie des communes du Val-de-Marne sont particulièrement concernées, des territoires de grande couronne le sont également (Cergy, Poissy, Étampes, Provins, entre autres).

Avec un score supérieur à 0,9, Plaine Commune et Est ensemble sont les deux EPCI franciliens ayant le plus de publics à risque de précarité alimentaire.

Comparativement à ces territoires, Grand Paris Sud présente un score plus bas (0,76) mais se classe néanmoins dans le 1<sup>er</sup> quart des EPCI franciliens où la présence de ce public est la plus élevée.

Sur les 23 communes qui constituent l'agglomération, 10 ont en effet un indicateur synthétique supérieur à 0,6 dont 5 au-delà de 0,8, représentant 55 % de la population du territoire (contre 44 % en Île-de-France).

Les plus concernées de ces communes restent celles ayant des QPV : Grigny, Évry-Courcouronnes, Ris-Orangis (0,89), Corbeil-Essonnes (0,87), Moissy-Cramayel (0,81) et Savigny-le-Temple (0,77).

Celles-ci sont suivies de Lieusaint (0,77) et de Combs-la-Ville (0,74) qui ont, quant à elles, des Quartiers de veille active (QVA)<sup>10</sup>.

Avec une part importante d'étudiants, Évry-Courcouronnes et Lieusaint abritent un public particulièrement sujet à la précarité alimentaire, notamment du fait d'un faible revenu.

Lisses (0,69) se démarque de ses homologues par une forte présence de ménages dont les ressources dépendent au moins pour moitié des prestations de la Caisse d'allocations familiales (CAF).

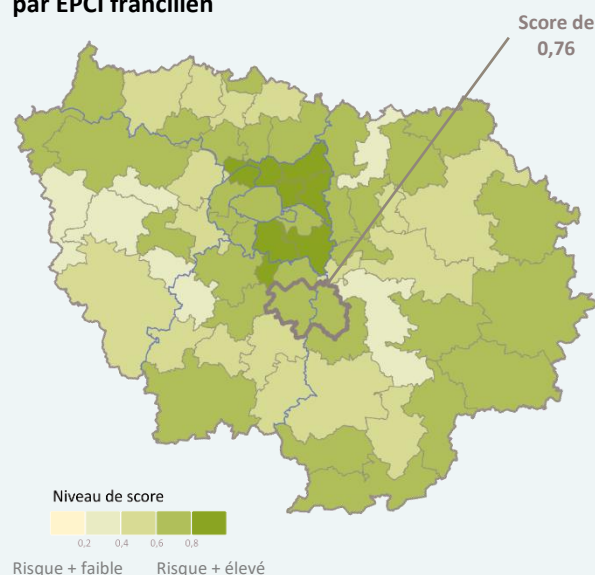
<sup>10</sup> Les Quartiers de veille active (QVA) sont des quartiers socialement défavorisés, mais présentant des difficultés estimées moins importantes que pour les QPV. 10 QVA sont présents à Grand Paris Sud à Combs-la-Ville, Lieusaint, Moissy-Cramayel, Nandy, Ris-Orangis, Savigny-le-Temple et Vert-Saint-Denis.

### L'indicateur synthétique des publics potentiellement à risque de précarité alimentaire

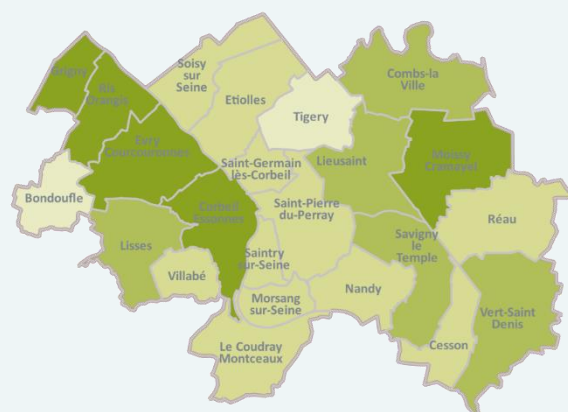
Créé par le CREDOC, il est constitué des indicateurs suivants :

- La part d'étudiants de 18 ans et plus,
- La part d'individus pas ou peu diplômés,
- La part d'individus au chômage,
- La part de la population immigrée,
- La part de personnes seules,
- La part des ménages dont les ressources dépendent au moins pour moitié du RSA,
- La part des enfants vivant dans un foyer à bas revenus parmi l'ensemble des enfants allocataires de la CAF,
- La part des individus n'ayant pas de voiture.

### Publics à risque de précarité alimentaire par EPCI francilien



### Zoom sur les communes de Grand Paris Sud



Lecture : Plus le score est proche de 1, plus le territoire considéré cumule de difficultés dans sa composition socio-démographique. Il s'interprète de manière relative, par comparaison aux autres territoires d'Île-de-France. Calculs réalisés par le CREDOC.

Source : INSEE, recensement de la population 2018, géographie au 01/01/2021, CAF, Observatoires des territoires – ANCT 2019, CAF, données au 31/12/2018.

Pour aller plus loin dans son analyse des publics à risque de précarité alimentaire, le CREDOC a créé un axe autour de la grande précarité. Définie par la privation de logement personnel, elle prend en compte l'offre d'hébergement d'urgence et de logement adapté<sup>11</sup> ainsi que le nombre de sans-abris rapportés à la population.

Les dispositifs d'hébergement étant plus présents sur les territoires denses, ce sont de fait ces derniers qui sont les plus concernés par les publics en situation de grande précarité. Les deux-tiers des communes franciliennes affichent ainsi un score nul.

Comparativement aux autres EPCI de la région, Grand Paris Sud (score de 0,61) se classe parmi les 10 plus touchés par la privation de logement personnel.

Corbeil-Essonnes (score de 1), Savigny-le-Temple (0,93) et Moissy-Cramayel (0,83) sont les communes ayant les scores les plus élevés de la CA. Elles s'affichent également parmi les territoires franciliens les plus touchés mais pour des raisons diverses. Si Corbeil-Essonnes présente des indicateurs importants d'offre d'hébergement et de sans-abris, Moissy-Cramayel se démarque par son nombre de places en hôtels sociaux et Savigny-le-Temple pour les logements adaptés.

Sur le territoire de Grand Paris Sud, c'est cependant à Évry-Courcouronnes que l'offre de logements adaptés et de places en intermédiation locative est la plus importante.

« On a un service d'aide à la personne, on essaie de savoir quels sont les problèmes qui viennent s'ajouter à la précarité alimentaire. On réoriente ensuite les bénéficiaires vers des structures qui peuvent les accueillir. »  
**Vice-président de l'antenne 91, Restos du cœur**

« Dans les hôtels sociaux, le public est différent. Souvent sans-papiers, sans ressources. Il y a le système D, beaucoup d'entraide familiale, d'échanges de services. C'est une population plus précaire parce qu'ils n'ont pas toujours d'accès aux droits. »  
**Directeur général de Générations77**

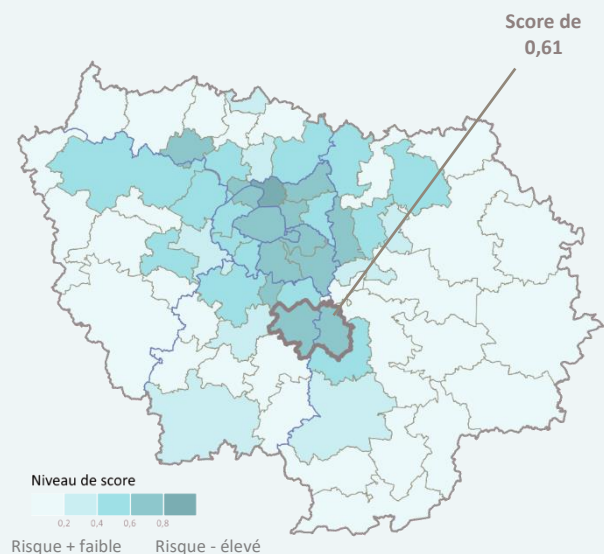
« Il y a des familles réfugiées, en attente de papiers. L'antenne s'occupe principalement de ces populations car dans d'autres organismes, il faut présenter un titre de séjour qu'ils n'ont pas, pour pouvoir bénéficier d'aide alimentaire. La moitié des familles vivant dans les hôtels sont des familles nombreuses, l'autre moitié des familles monoparentales originaires à 50 % de l'Europe de l'Est et 50 % d'Afrique centrale. »  
**Vice-présidente de l'unité locale 91 Croix rouge française**

### L'indicateur synthétique des publics en situation de grande précarité

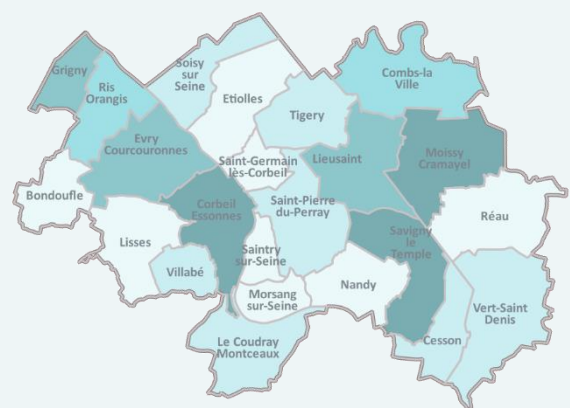
Créé par le CREDOC, il est constitué des indicateurs suivants :

- La part de personnes sans-abris,
  - Le nombre de places d'hébergement,
  - Le nombre de places en intermédiation locative,
  - Le nombre de places en logements adaptés,
  - Le nombre de nuitées hôtelières.
- ⇒ L'ensemble de ces indicateurs sont rapportés à la population du territoire.

### Publics en situation de grande précarité par EPCI francilien



### Zoom sur les communes de Grand Paris Sud



Lecture : Plus le score est proche de 1, plus le territoire considéré cumule de difficultés concernant la présence de publics en grande précarité. Il s'interprète de manière relative, par comparaison aux autres territoires d'Île-de-France. Calculs réalisés par le CREDOC.

Source : DRIHL ; Nuit de la solidarité 2022 ; INSEE, recensement de la population 2018.

<sup>11</sup> L'intermédiation locative est un dispositif qui sécurise la relation entre le locataire et le propriétaire. Il encourage ce dernier à louer son logement à des personnes en difficulté. Le logement adapté regroupe les foyers de jeunes travailleurs, de travailleurs migrants et les résidences sociales.

## UNE AIDE ALIMENTAIRE DE PLUS EN PLUS PLÉBISCITÉE MAIS INÉGALEMENT RÉPARTIE

Caractériser l'offre alimentaire disponible sur un territoire participe à la compréhension des risques de précarité alimentaire pour la population qui y vit. Avec une population multipliée par 5,5 en presque 60 ans, Grand Paris Sud fait partie des territoires franciliens démographiquement les plus dynamiques où l'accessibilité à l'alimentation peut se poser.

D'après la consultation Vivre à Grand Paris Sud aujourd'hui et demain, 90 % des habitants font leurs courses (alimentaires, shopping...) principalement sur le territoire. Concernant l'alimentation, la grande distribution reste le 1<sup>er</sup> canal d'approvisionnement (80 % en 2021). Les épicerie, marchés de plein vent et commerces de proximité, davantage vus comme des lieux d'achats complémentaires, restent néanmoins également importants dans les pratiques sur le territoire<sup>12</sup>. Il y a en effet une volonté de la part des habitants de Grand Paris Sud de consommer local mais aussi d'acheter directement auprès des producteurs.

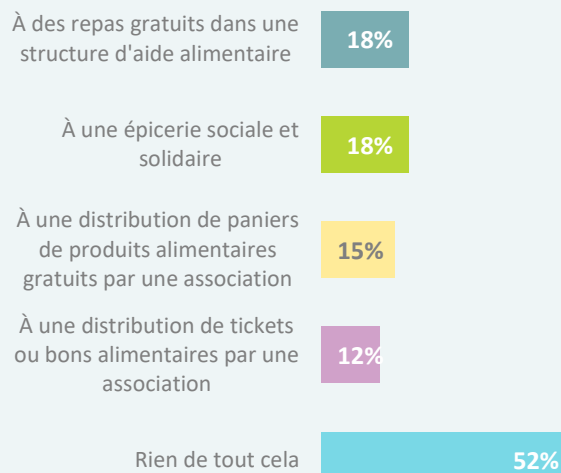
Face à l'inflation, il a été mis en avant que les ménages recourent à divers modes d'approvisionnement et, n'ayant pas toujours les ressources financières de fréquenter une offre « classique », une partie se tourne vers les aides alimentaires qui ne constituent qu'un canal parmi d'autres. Le CREDOC<sup>13</sup> estime qu'en 2022, près de la moitié des personnes en situation de précarité alimentaire n'avaient pas recours à cette offre.

Parmi elles, 35 % déclaraient ne pas y avoir droit, par méconnaissance de leurs droits, et tout autant ressentir de la gêne ou de la honte à demander de l'aide.

Lorsque ces freins sont dépassés, elles s'orientent principalement vers les repas gratuits des structures d'aide alimentaire et les épicerie sociale et solidaires. Chaque mois, un quart des personnes en précarité alimentaire mobilisent ainsi 3 ou 4 solutions d'approvisionnement différentes.

Au regard du diagnostic francilien de la précarité alimentaire du CREDOC, il apparaît que l'offre d'aide alimentaire est particulièrement concentrée dans les zones les plus denses de la région, à Paris, en petite couronne et dans les communes les plus importantes de la grande couronne.

### Recours aux offres d'aide alimentaire aux cours des 12 derniers mois pour les personnes ou foyers en précarité alimentaire



Champs : Population en précarité alimentaire de 15 ans et plus.  
Source : CREDOC, enquêtes Condition de vie et aspirations des Français, novembre 2022.

« L'épicerie solidaire nous aide beaucoup surtout sur les fruits et légumes mais je suis obligée d'aller faire des courses en complément. »

**Bénéficiaire de l'épicerie sociale et solidaire Généractions77**

« Venir à l'épicerie solidaire a été compliqué car je suis déjà passée par les Restos des cœurs et le Secours populaire il y a quelques années. Je pensais m'en être sortie. C'est triste mais de plus en plus de personnes, et même quand elles travaillent, ont du mal à s'en sortir. »

**Bénéficiaire de l'épicerie sociale et solidaire Généractions77**

« L'objectif est de faire en sorte que les gens qui ont accès à ce dispositif solidaire puissent bénéficier d'un maximum de produits. Assurément, on ne peut pas tout avoir ici mais les achats réalisés par ailleurs leur coûteront beaucoup plus cher. [...] On axe en particulier notre offre sur les fruits et les légumes. On essaie de faire en sorte d'avoir de la qualité et de la diversité. [...] Sur le point de la dignité, notre fonctionnement permet de la préserver. Les bénéficiaires sont dans un environnement identique à un magasin classique et ça change vraiment tout. »

**Directeur général de Généractions77**

<sup>12</sup> CERESCO, BASIC, Diagnostic partagé et élaboration d'un plan d'actions pour une stratégie agricole et alimentaire territoriale à l'échelle de Grand Paris Sud et de Cœur d'Essonne agglomération, mars 2022.

<sup>13</sup> M. Gressier, M. Bléhaut (CREDOC), A. Bernard de Raymond (INRAE), La débrouille des personnes qui ne mangent pas toujours à leur faim, note de synthèse n°36, septembre 2023.



D'une manière générale, le déficit est particulièrement marqué en périphérie de l'Île-de-France, en Seine-et-Marne et dans le Val-d'Oise où les distances aux points de distributions sont également élevées.

Relativement aux autres EPCI franciliens, Grand Paris Sud se classe parmi les territoires moyennement dotés d'une offre d'aide alimentaire (score de 0,52). De fortes disparités intra-territoriales s'observent néanmoins.

Pour certaines communes, l'offre d'aide vient compenser un déficit d'offre alimentaire classique. C'est notamment le cas à Grigny (0,2) qui se classe, aux côtés de Vert-Saint-Denis (0,08), parmi les 20 territoires les mieux dotés en offre d'aide alimentaire à l'échelle des 1 287 communes franciliennes. Cette commune affiche, relativement à sa densité de population, une offre alimentaire classique parmi les plus faibles du territoire.

À l'inverse, avec un score supérieur de 0,91, Lieusaint présente une offre d'aide faible mais une offre alimentaire classique importante.

Moissy-Cramayel, Évry-Courcouronnes, Savigny-le-Temple (0,5) et Corbeil-Essonnes (0,55), communes ayant des QPV, ont une offre d'aide alimentaire moyenne alors qu'elles font également partie des plus à risque de précarité alimentaire, révélant une potentielle inadéquation entre l'offre et les besoins.

Cela est d'autant plus vrai que les acteurs luttant contre la précarité alimentaire font face à une demande accrue. Au printemps 2021, 65 % des structures d'aides alimentaires françaises enregistraient une arrivée importante de nouveaux bénéficiaires.

La région Île-de-France apparaissait particulièrement touchée et notamment les centres situés dans des unités urbaines de 500 000 habitants et plus. Un quart des centres franciliens constataient parmi leurs nouveaux bénéficiaires une recrudescence de personnes seules, de travailleurs précaires et d'étudiants<sup>14</sup>.

« Les profils sont variés. Après les étudiants, on a eu une augmentation significative de retraités. Il faut savoir que la majorité des bénéficiaires travaille mais la fin du mois est trop compliquée. »

Directeur général de Générations77

« Il n'y a pas de spécificités de public. Nous recevons des étudiants, des retraités, des personnes au chômage, des actifs, des familles nombreuses, et de diverses nationalités, tous étant dans des situations difficiles. »

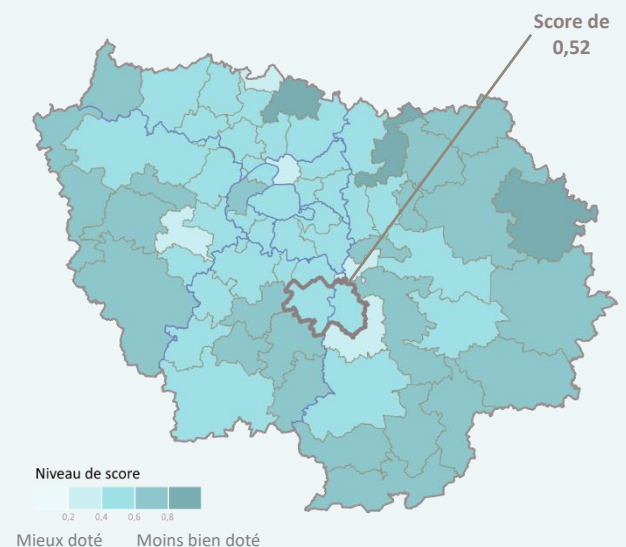
Vice-président de l'antenne 91, Restos du cœur

### L'indicateur synthétique d'offre d'aide alimentaire

Créé par le CREDOC, il est constitué des indicateurs suivants :

- Les lieux de distribution de colis alimentaires
  - Les lieux de distribution alimentaire
  - Les épiceries sociales et solidaires
  - Les lieux de restauration assise
- ⇒ Nombre de structures rapportées à la population de la commune + Distance de la commune à la structure la plus proche

### Offre d'aide alimentaire relativement à la densité de population par EPCI francilien



### Zoom sur les communes de Grand Paris Sud



Lecture : Plus le score est proche de 1, plus le territoire considéré cumule de difficultés d'accès à l'offre d'aide alimentaire. Il s'interprète de manière relative, par comparaison aux autres territoires d'Île-de-France. Calculs réalisés par le CREDOC.

Source : Solinum, Soliguide (janvier 2022) ; DRIHL, base de travail pour les points de distribution à habilitation régionale (2021) ; DGCS, base publique pour les points à habilitation nationale (2020).

<sup>14</sup> E. Radé, O. Léon (DREES), Aide alimentaire : une fréquentation accrue des centres de distribution dans les grandes villes les plus exposées à la pauvreté début 2021, Études et résultats n°1218, février 2022.

## UN TIERS DE LA POPULATION DE GRAND PARIS SUD À RISQUE DE SANTÉ PUBLIQUE

Les personnes concernées par la précarité alimentaire cumulent par ailleurs bien souvent d'autres formes de fragilités, parmi lesquelles la santé. En effet, devant se restreindre quantitativement comme qualitativement sur la nourriture, elles présentent des carences en nutriments.

Ces personnes s'isolent socialement aussi : elles rencontrent de façon moins régulière leurs proches, famille ou amis, autour d'un repas ou lors d'une sortie. De fait, elles se sentent plus souvent en mauvaise santé physique et mentale.

D'après le CREDOC<sup>15</sup>, 22 % des personnes présentant une fragilité vis-à-vis de leur santé (handicap, pathologie...) sont en situation de précarité alimentaire en 2022, soit près du double de celles étant en bonne santé (12 %).

Selon le baromètre de la pauvreté et de la précarité du Secours populaire français<sup>16</sup>, 45 % des Français ont des difficultés financières à payer certains actes médicaux mal remboursés par la Sécurité sociale, soit une augmentation de 6 points par rapport à 2022. Ils sont également 37 % à avoir un problème de santé mais renoncer à se faire soigner du fait d'une situation financière difficile.

À Grand Paris Sud, durant le confinement, 29 % des habitants ayant répondu au questionnaire<sup>17</sup> n'ont pas consulté de professionnel de santé bien qu'ils en aient ressenti le besoin. Les plus concernés étaient les plus vulnérables : les inactifs, les demandeurs d'emploi et les personnes porteuses d'une maladie chronique.

Trois ans après, un quart des habitants du territoire interrogés se déclarent en mauvaise santé et c'est le cas de 3 habitants sur 10 en QPV.

Parmi ceux n'ayant pas consulté de médecin généraliste ou de spécialiste au cours des 12 derniers mois, la moitié ont souhaité le faire mais y avoir finalement renoncé. Les principales raisons évoquées sont les délais trop importants pour obtenir un rendez-vous et le fait de ne pas avoir trouvé de professionnel à proximité. À celles-ci s'ajoutent des raisons financières, notamment pour la consultation de spécialistes, et cela est d'autant plus vrai pour les habitants de QPV.



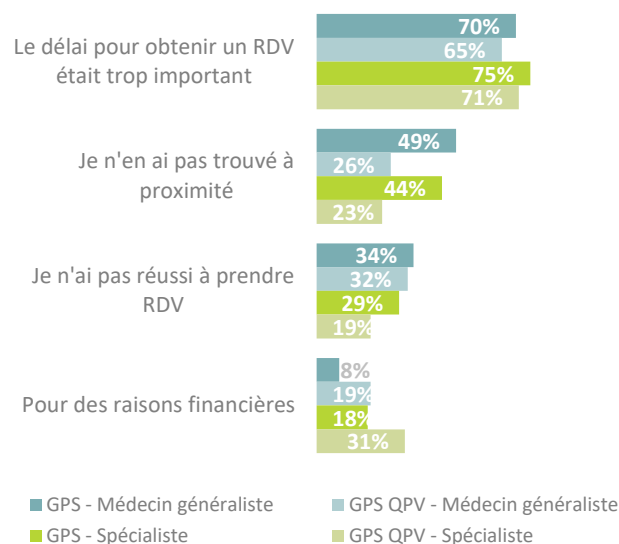
**45 %** des Français ont rencontré des difficultés financières à payer certains actes médicaux mal remboursés par la Sécurité sociale.  
+ 6 points par rapport à 2022.



**37 %** des Français ont renoncé à se faire soigner malgré un problème de santé du fait d'une situation financière difficile.  
+ 1 point par rapport à 2022.

Source : IPSOS, baromètre de la pauvreté et de la précarité, Secours populaires français, juin 2023.

### Habitants de Grand Paris Sud ayant renoncé à une consultation : Pour quelle(s) raison(s) ?



Champs : 3 532 habitants de Grand Paris Sud, 495 en QPV.  
Source : Observatoire territorial de Grand Paris Sud, Vivre à Grand Paris Sud aujourd'hui et demain, 2023.

« Quand on a autant de problèmes, qu'on ne va pas bien, il arrive de ne pas avoir envie de cuisiner ou même de manger. Ce n'est pas sans conséquences sur la santé. »  
**Bénéficiaire de l'épicerie sociale et solidaire Généractions77**

« Le lien entre précarité alimentaire et santé est connu. Avec peu de moyens pour s'alimenter, ce sont avant tout les produits les moins chers, les moins bons pour la santé en termes de valeurs nutritionnelles. Il y a également moins en quantité, les apports en nutriments sont plus faibles. Et c'est un cercle vicieux, plus tu es malade, moins tu peux t'insérer... »  
**Directeur général de Généractions77**

<sup>15</sup> M. Bléhaut, M. Gressier, *En forte hausse, la précarité alimentaire s'ajoute à d'autres fragilités*, CREDOC, n°329, mai 2023.

<sup>16</sup> Ipsos pour le Secours populaire français, *Baromètre de la pauvreté et de la précarité*, édition n°17, juin 2023.

<sup>17</sup> Observatoire territorial de Grand Paris Sud, *Confinés, et après ? Grand Paris Sud à l'écoute de ses habitants*, novembre 2020.

Le diagnostic francilien de la précarité alimentaire du CREDOC, avec un indicateur synthétique de risque de santé publique, fait le lien entre la précarité alimentaire et la santé par le biais de l'accès aux soins et la présence de populations ayant certaines pathologies en lien avec l'alimentation : le diabète et les maladies cardio-vasculaires.

En Île-de-France, les territoires les plus à risque sont situés dans les zones peu denses, rurales, principalement en périphérie de la région, et surtout en Seine-et-Marne. Le département compte en effet 202 communes sur 507 ayant un indicateur synthétique supérieur à 0,6, dont 29 allant au-delà de 0,8.

Relativement aux autres EPCI franciliens, Grand Paris Sud se distingue par une plus faible proportion de personnes ayant déclaré un médecin traitant (6<sup>e</sup> EPCI sur 63) mais se classe parmi ceux ayant un risque de santé publique « moyen » (score de 0,48).

Néanmoins territoire de contrastes, les indicateurs au niveau communal nuancent ce résultat. 5 communes, représentant un tiers de la population du territoire, ont un score supérieur à 0,6 et s'avèrent être plus à risque (contre 21 % en Île-de-France).

Saintry-sur-Seine (score de 0,62) présente un accès aux médecins généralistes faible et une part de la population suivie pour des maladies cardio-vasculaires plus importantes que les autres communes, à mettre en lien avec une plus forte présence de 75 ans et plus.

Morsang-sur-Seine (score de 0,68) a les mêmes caractéristiques, avec des proportions plus faibles, mais avec davantage de personnes suivies pour le diabète.

À Grigny (score de 0,62), où 85 % de la population vit en QPV, la part de personnes traitées pour cette pathologie est la plus élevée du territoire, à laquelle s'ajoute une proportion importante d'habitants n'ayant pas déclaré de médecin traitant. C'est cependant à Ris-Orangis (0,76), commune présentant la situation la plus dégradée à Grand Paris Sud en termes de risque de santé publique, que cette problématique est la plus présente. Elle concerne en effet près de 4 habitants sur 10, cumulée à une proportion importante de personnes suivies pour le diabète, qui semble être caractéristique des communes ayant des QPV.

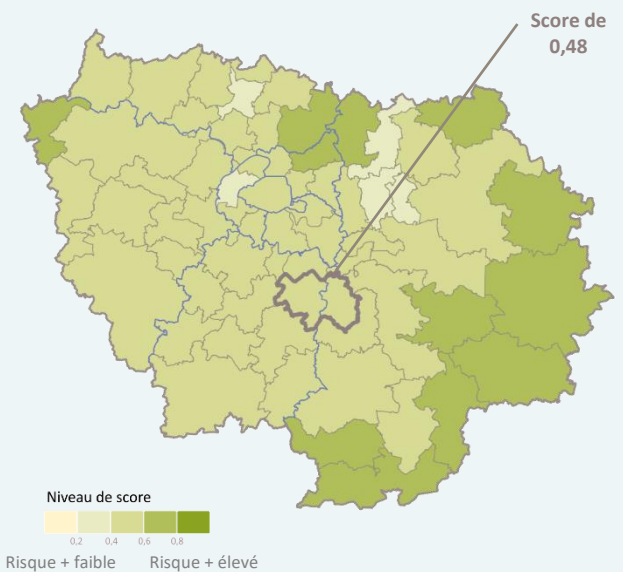
Corbeil-Essonnes (score de 0,68) réunit les problématiques liées à l'accessibilité, au diabète et à l'absence de médecin traitant.

### L'indicateur synthétique de risque de santé publique

Créé par le CREDOC, il est constitué des indicateurs suivants :

- L'accessibilité potentielle aux médecins généralistes,
- La part de la population ayant déclaré un médecin traitant,
- Le nombre de personnes prises en charge pour maladie cardio-vasculaire, rapportées à la population,
- Le nombre de personnes prises en charge pour diabète, rapportées à la population.

### Risque de santé publique par EPCI francilien



### Zoom sur les communes de Grand Paris Sud



Lecture : Plus le score est proche de 1, plus le territoire considéré cumule de difficultés. Il s'interprète de manière relative, par comparaison aux autres territoires d'Île-de-France. Calculs réalisés par le CREDOC.

Source : DREES 2013, SNDS, cartographie des pathologies CNAM-TS – Agrégation des données : ORS Île-de-France 2017 ; SNDS/DCIR 2019 – Agrégation des données : ORS Île-de-France 2019.

## ZOOM SUR LA PRÉCARITÉ ALIMENTAIRE ÉTUDIANTE : DES CONSTATS ALARMANTS

Caractérisé par la jeunesse de sa population, Grand Paris Sud se classe aux côtés des EPCI franciliens ayant le taux d'étudiants le plus élevé parmi ses habitants.

Avec 40 établissements proposant une offre de formation d'enseignement supérieur post bac ou post prépa implantée sur le territoire, près de 25 000 étudiants étaient recensés à la rentrée 2022.

Particulièrement mis en lumière durant mais aussi après le confinement, les étudiants ont été les premiers à subir les conséquences de la crise sanitaire. Si la moitié d'entre eux avaient un emploi en parallèle de leurs études, 58 % ont vu leur activité modifiée, voire arrêtée. Un tiers déclaraient alors avoir eu des difficultés financières et ce sont avant tout les dépenses d'ordre alimentaire qui posaient problème (56 %). Un quart déclaraient ne pas toujours manger à leur faim<sup>18</sup>.

Financièrement fragiles, les étudiants représentent une population à fort risque de précarité alimentaire, les plus touchés étant ceux ayant un loyer à leur charge. Arrivant de province ou de l'étranger, bon nombre d'étudiants doivent se loger et payer un loyer qui peut s'avérer élevé.

D'après la dernière enquête de l'Union nationale des étudiants de France (UNEF)<sup>19</sup>, le loyer moyen d'un étudiant serait de 570 € par mois. Le syndicat précise également que l'évolution du coût de la vie étudiante n'a jamais été aussi importante qu'en 2022 et 2023. Elle atteindrait ainsi cette année une augmentation de 6,5 %, soit 50 € supplémentaires par mois, notamment du fait des dépenses liées aux produits alimentaires et à l'énergie.

Dans le même temps, la part de boursiers sur critères sociaux diminue, et de manière progressive depuis 10 ans, pour atteindre son niveau le plus bas à la rentrée 2022 : 36,3 % des étudiants en France la perçoivent<sup>20</sup>. C'est le cas de 38,3 % pour l'académie de Créteil, plus fort taux observé en Île-de-France.

Certains étudiants peuvent ne pas bénéficier de la bourse car leurs parents ne rentrent pas dans les critères (effet de seuil) mais sont malgré tout en situation de précarité, notamment dès lors qu'ils quittent le domicile parental.



**7,8 %** des habitants de Grand Paris Sud sont étudiants (9<sup>e</sup> EPCI d'Île-de-France sur 63)  
7,7 % en Île-de-France

Source : INSEE, Recensement de la population, 2020.



**24 750** étudiants sont scolarisés à Grand Paris Sud à la rentrée 2022



**40** établissements, dont 2 universités et 4 grandes écoles, sont implantés à Grand Paris Sud  
Source : Grand Paris Sud, rentrée 2022.



**36,3 %** des étudiants sont boursiers en France à la rentrée 2022

**38,3 %** pour l'académie de Créteil  
**27,2 %** pour l'académie de Versailles  
**26,4 %** pour l'académie de Paris

Source : Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, boursiers sur critères sociaux 2022-2023.

« Les étudiants se sont retrouvés en grande précarité suite à la crise, depuis à peu près deux ans. On a créé des centres spécialisés dédiés. Les Restos ont passé un accord avec l'université d'Évry et de Paris Saclay. »

**Vice-président de l'antenne 91, Restos du cœur**

« Une partie de notre public est jeune et la notion de précarité étudiante est arrivée tardivement, bien après que nous ayons commencé à intervenir avec Grand Paris Sud au 1er confinement, à l'IUT d'Évry-Courcouronnes puis de Lieusaint. Il y a des profils bien particuliers : des étudiants hébergés dans les CROUS, dont la famille est éloignée, pour lesquels la vie est plus compliquée, plus chère. La plupart d'entre eux sont boursiers. Il y a aussi les étudiants migrants. »

**Directeur général de Générations77**

« Deux personnes de notre groupe ont leur logement, cela leur rajoute des charges alors qu'ils ont moins de moyens financiers. Nous on vit chez nos parents donc on n'a pas ces problèmes. »

**Étudiant lors de l'atelier Res publica, UPEC Sénart, Lieusaint**

<sup>18</sup> F. Belghith, O. Ferry, T. Patros, E. Tenret, La vie étudiante au temps de la pandémie de COVID-19 : incertitudes, transformations et fragilités, Observatoire de la vie étudiante, OVE Infos n°42, Septembre 2020.

<sup>19</sup> UNEF, Enquête sur le coût de la vie étudiante, août 2023

<sup>20</sup> MESRI-SIES, Les boursiers sur critères sociaux en 2022-2023, Note flash du SIES n°20, septembre 2023.

Des changements d’habitudes de consommation s’opèrent de façon nette. La consultation Vivre à Grand Paris Sud aujourd’hui et demain démontre que les étudiants ont, plus que les autres, recours aux produits discount et aux achats de première nécessité du fait de l’inflation et/ou de la crise énergétique.

Dès lors qu’ils sont locataires, la moitié ne peut acheter que l’essentiel, quand cela concerne un tiers des habitants de Grand Paris Sud.

Les étudiants adoptent plusieurs stratégies afin de limiter leurs dépenses et ils sont de plus en plus nombreux à se rendre dans les centres d’aides alimentaires pour s’approvisionner du « stricte minimum ».

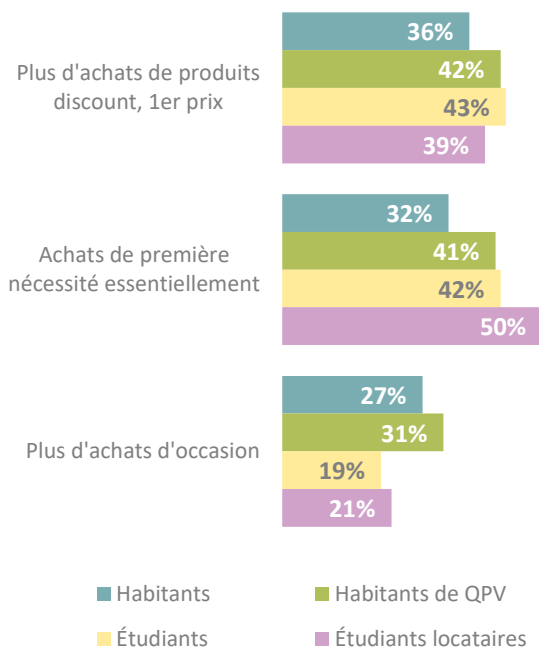
Dans son enquête annuelle sur les étudiants en situation de précarité<sup>21</sup>, l’association Cop1 relève que :

- 25 % des étudiants ont un reste à vivre inférieur à 50 € après déduction du loyer et des charges,
- 45 % craignent de basculer dans la pauvreté,
- Les deux tiers s’estiment mal informés des aides auxquelles ils sont éligibles,
- 1 étudiant sur 2 a déjà supprimé un repas,
- 36 % des étudiants envisagent d’avoir recours à une aide alimentaire,
- 82 % prennent leur repas et cuisinent chez eux.

L’atelier de concertation mené auprès des étudiants de l’UPEC Sénart met en avant que les féculents constituent leur principale source de nourriture. Bien conscients que ces repas ne sont pas à l’image d’une alimentation favorable à la santé, les féculents constituent une denrée peu chère, sèche, qui se conserve sur le long terme, se prépare facilement et rapidement dans des cuisines, souvent peu équipées.

Concernant la perception de leur état de santé, l’enquête ÉtuCris du Samu social<sup>22</sup> réalisée auprès de bénéficiaires de l’aide alimentaire, précise que la santé physique reste globalement bien perçue. Cependant, 65 % des étudiants présents en France au moment de la crise sanitaire rapportent une détérioration de leur état de santé, en majorité mentale. En 2022, 36 % semblent même présenter un état dépressif majeur. Pourtant, la moitié des interrogés ont renoncé à des soins au cours des 12 derniers mois, 51 % pour des raisons financières et majoritairement pour des soins en médecine spécialisée et la prise en charge en santé mentale.

### Habitants et étudiants de Grand Paris Sud : Avez-vous modifié vos habitudes de consommation avec l’inflation et/ou la crise énergétique ?



Champs : 3 532 habitants de Grand Paris Sud, 495 en QPV. 268 étudiants scolarisés et/ou vivant à Grand Paris Sud, 104 étant locataires.

Source : Observatoire territorial de Grand Paris Sud, Vivre à Grand Paris Sud aujourd’hui et demain, 2023.

« Aujourd’hui, nous faisons des livraisons de 30 paniers directement à l’IUT de Lieusaint tous les jeudis, pris en charge par l’établissement scolaire. Pour les étudiants, c’est gratuit. Comme ça se passe au sein de leur établissement, ils n’ont pas besoin de venir jusqu’à l’épicerie, de prendre les transports, de faire la queue. On va faire un travail de communication car on se rend compte que beaucoup ne connaissent pas l’existence de cette aide. »  
**Directeur général de Généractions77**

« Certains d’entre nous n’ont pas une alimentation suffisante et doivent se restreindre. Stratégiquement, il faut réfléchir à ce que l’on met dans l’assiette. Un accompagnement et pas deux par exemple. Ça nous arrive aussi de sauter des repas ou de ne pas faire de repas « complet », de l’entrée au dessert. »  
**Étudiant lors de l’atelier Res publica, UPEC Sénart, Lieusaint**

<sup>21</sup> Association Cop1 – solidarités étudiantes, IFOP, Enquête annuelle sur les étudiantes et étudiants en situation de précarité, 2023.

<sup>22</sup> Observatoire du Samusocial de Paris, Entre quête d’autonomie et recours à l’aide alimentaire francilienne, les trajectoires heurtées d’étudiantes et d’étudiants en crise, septembre 2022.

## UNE FORTE PROPORTION DE COMMUNES CARACTÉRISÉES PAR DES PUBLICS TRÈS FRAGILES

À partir des 5 axes d'analyse permettant de caractériser les publics, l'offre disponible sur le territoire et d'objectiver les risques de santé publique, le CREDOC établit une typologie de 6 profils de communes au regard du risque de précarité alimentaire en Île-de-France.

Au regard de celle-ci, Grand Paris Sud affiche par une plus forte représentation d'habitants vivant dans des communes aux **publics très fragiles (famille 1)**. C'est le cas de 63 % de la population du territoire contre 55 % en Île-de-France, classant la CA à la 9<sup>e</sup> place des 63 EPCI franciliens cumulant le plus de difficultés au regard du risque de précarité alimentaire.

À Grand Paris Sud, il s'agit des 6 communes ayant des QPV. Les indicateurs synthétiques de publics à risque, notamment de santé publique, et l'offre d'aide alimentaire y sont, entre autres, plus élevés qu'ailleurs tandis que l'offre alimentaire classique, au regard de la densité de population, peut y être plus limitée.

La population de cette typologie est particulièrement sur-représentée en Seine-Saint-Denis (85 %), dans le Val-de-Marne (69 %) ou encore à Paris (67 %).

Présentant également des indicateurs synthétiques de risques élevés mais des difficultés liées à une offre alimentaire classique ou d'aide alimentaire moins importantes, 5 communes de Grand Paris Sud correspondent à celles ayant des **publics fragiles (famille 2)**. Ces dernières représentent 18 % de la population du territoire. À l'échelle francilienne, cette typologie est particulièrement présente à l'ouest de la région.

2 communes, Lisses et Morsang-sur-Seine, présentent une situation intermédiaire et appartiennent aux territoires ayant des **publics potentiellement à risque et une santé publique modérément dégradée (famille 3)**. Ce type de communes est notamment sur-représenté en grande couronne.

Seule la commune de Saintry-sur-Seine s'inscrit parmi celles ayant un **éloignement fort à l'offre d'aide alimentaire et une santé dégradée (famille 4)**. Cette typologie est très présente à l'est de la Seine-et-Marne.

Territoire de contrastes, Grand Paris Sud affiche aussi des parts de la population vivant dans des communes ayant d'une part des **publics favorisés et éloignés de l'offre et de l'aide alimentaires (famille 5)** et d'autre part des **communes favorisées (famille 6)** plus importantes qu'à l'échelle francilienne. Dans celles-ci, les besoins sont moins importants et la précarité alimentaire plus rare.

### Typologie de 6 profils de communes au regard du risque de précarité alimentaire en Île-de-France

Les communes franciliennes ont été regroupées par le CREDOC en 6 familles présentant des difficultés et des forces spécifiques, établies selon les scores des 5 dimensions du diagnostic.

**Famille 1** : Communes ayant des publics très fragiles.

**Famille 2** : Communes ayant des publics fragiles.

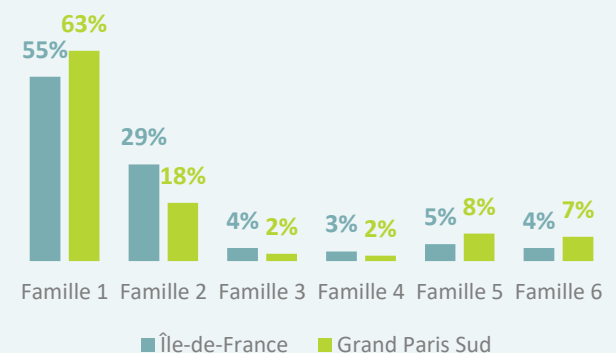
**Famille 3** : Communes ayant des publics potentiellement à risque et une santé publique modérément dégradée.

**Famille 4** : Communes ayant un éloignement fort de l'offre d'aide alimentaire et une santé dégradée

**Famille 5** : Communes ayant des publics favorisés et éloignés de l'offre et de l'aide alimentaires.

**Famille 6** : Communes favorisées.

### Répartition de la population dans les six familles de communes

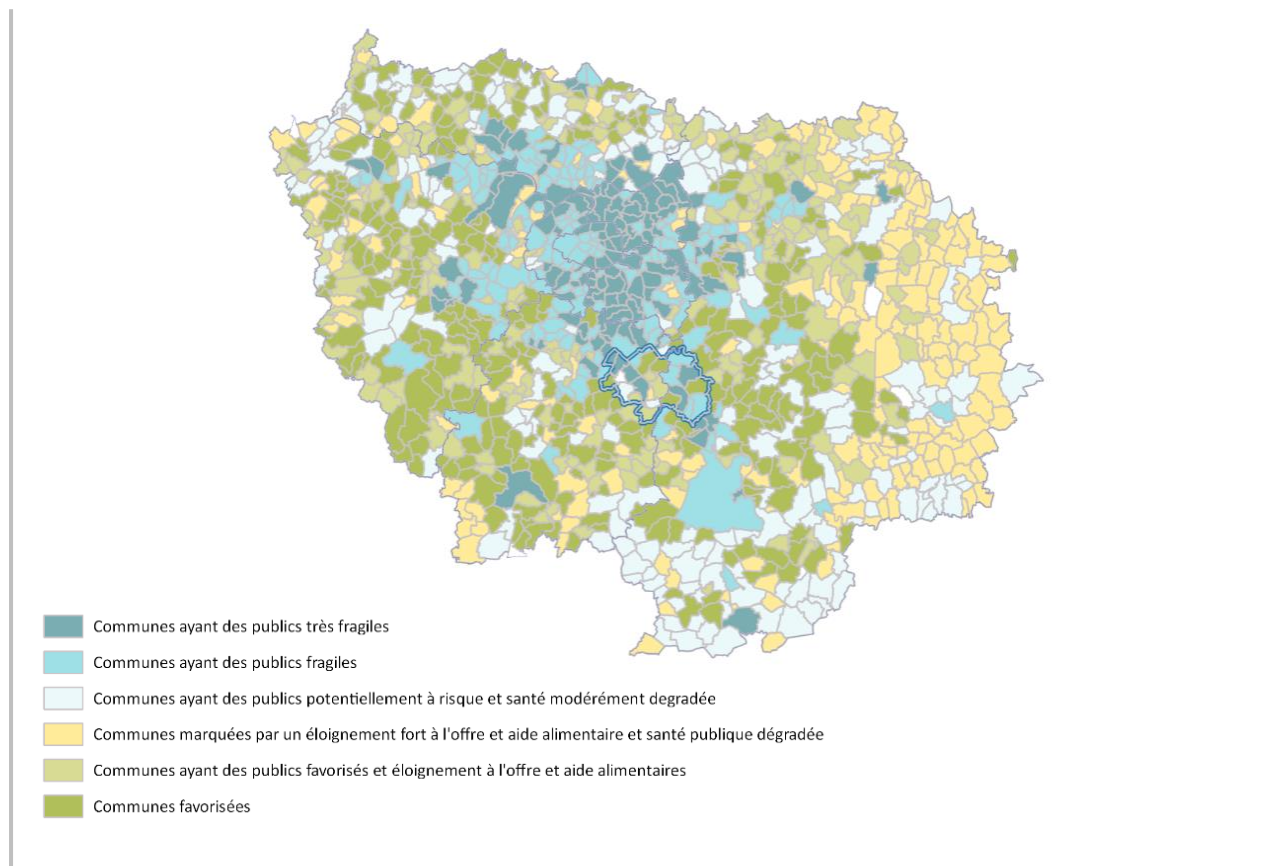


### Classement des EPCI franciliens selon la part de la population relevant de la famille 1

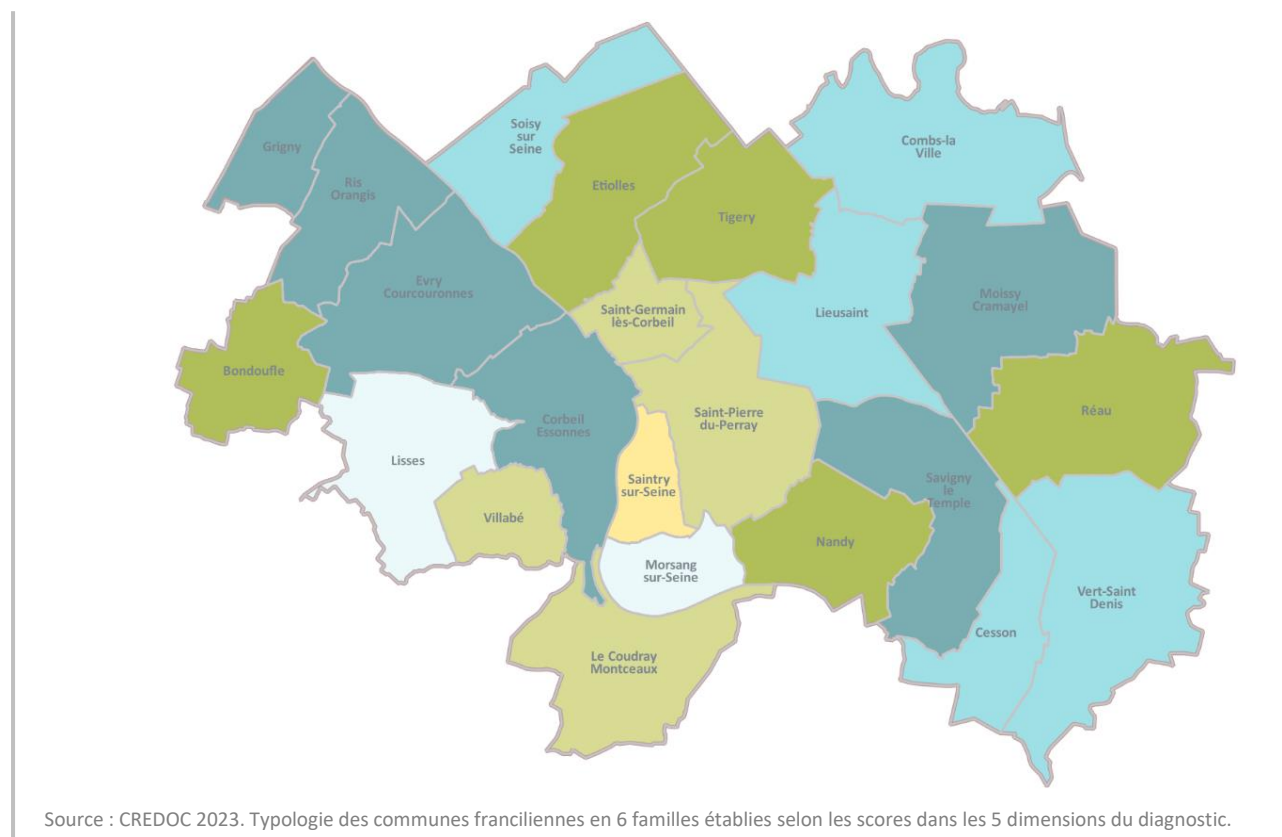
Rang	EPCI	Famille 1
1	Plaine Commune	98,1%
2	Paris Terres d'Envol	97,0%
3	Grand-Orly Val-de-Bièvre Seine-Amont	93,0%
4	Est Ensemble	89,7%
5	Boucle Nord de Seine	74,2%
6	Paris	67,4%
7	CA Paris - Vallée de la Marne	67,3%
8	CA de Cergy-Pontoise	66,1%
9	<b>CA Grand Paris Sud</b>	<b>63,2%</b>
10	CA Melun Val de Seine	63,0%
11	Grand Paris Sud Est Avenir	60,1%
12	CA Roissy Pays de France	60,0%

Source : CREDOC 2023.

### Typologie des communes franciliennes au regard de la précarité alimentaire



### Zoom sur les communes de Grand Paris Sud



## PRÉCARITÉ ALIMENTAIRE : ET DEMAIN ?

Les situations de précarité alimentaire, loin d'être nouvelles, sont encore mal connues et l'actualité, entre impacts de la crise sanitaire et inflation, les place au cœur des enjeux de lutte contre les inégalités sociales. Multi-dimensionnelles, elles résultent d'une combinaison de caractéristiques sociales qui ne peuvent être décorrélées d'autres formes de précarité.

Concernant l'avenir, le pouvoir d'achat arrive en tête des préoccupations des Français (40 % en 2023)<sup>23</sup> et cela est d'autant plus vrai pour les familles monoparentales (58 %) et les moins de 35 ans (46 %), par ailleurs particulièrement présents et en augmentation à Grand Paris Sud.

Cette perte du pouvoir d'achat, notamment des plus modestes, entraîne une augmentation certaine des situations de précarité alimentaire qui génère l'inquiétude du tissu associatif quant aux besoins à venir. Politique d'urgence à l'origine, l'aide alimentaire devient en effet une source d'approvisionnement du quotidien de plus en plus plébiscitée.

Au regard du contexte inflationniste, le maintien, voire une hausse du pouvoir d'achat, suppose que les salaires comme les prestations sociales soient réévalués à la hauteur de l'inflation.

Or, d'une part, les salariés dépendent du niveau de rémunération accordé par les entreprises et se trouvent en incapacité d'accroître leurs revenus pour suivre cette hausse des prix.

D'autre part, revalorisés chaque année en avril en fonction de l'inflation constatée au cours des 12 derniers mois, les minima sociaux et les prestations familiales permettent en principe de protéger leurs bénéficiaires des augmentations du coût de la vie. Cependant, face à l'importance de l'inflation de ces deux dernières années, cette revalorisation paraît inférieure aux augmentations constatées. 200 000 allocataires de minima sociaux pourraient ainsi basculer dans la pauvreté d'ici la prochaine réévaluation de 2024<sup>24</sup>.

<sup>23</sup> IPSOS, CESE, Enquête « État de la France », septembre 2023.

<sup>24</sup> N. Leandri, P. Madec, *Pour une revalorisation anticipée des minima sociaux*, Fondation Jean Jaurès, octobre 2023.

« Je trouve que c'est inquiétant. Je vais bientôt reprendre mon activité et, malgré que je sois très mal payée, cela va faire baisser mes aides. Je suis inquiète pour l'avenir, de ne plus pouvoir payer certaines factures. J'aimerais pouvoir être optimiste mais je n'ai pas l'impression que ça ira en s'arrangeant. »

Bénéficiaire de l'épicerie sociale et solidaire **Généractions77**

« Avec la crise sanitaire, la guerre en Ukraine, l'inflation s'est envolée. À partir du moment où les salaires ne suivent pas, que le prix du gazoil est à 2€, que l'électricité, le gaz augmentent et que le bouclier énergétique s'arrête, on s'attend à ce qu'il y ait de plus en plus de personnes en difficulté, qui solliciteront assurément les dispositifs d'aides alimentaires. »

Directeur général de **Généractions77**

« Le constat aujourd'hui, c'est un aggravement de la situation en ce qui concerne la précarité alimentaire en France. On ne pensait pas en être à ce niveau-là 40 ans après la création de l'association. La situation s'est améliorée dans le sens où les gens ne meurent plus de faim maintenant. Cependant, il y a de plus en plus de précarité suite à la COVID, la guerre en Ukraine et la crise énergétique. De fait, les associations ont du mal à répondre aux besoins. Les Restos du cœur de l'Essonne sont à 2 millions de repas distribués par an et pensent passer à 2,5 millions en hiver 2024. Mais nous avons une limite de capacité notamment parce que nous n'avons pas suffisamment de dons, ni de bénévoles. Les entreprises répondent à notre demande mais on est inquiets quant à la précarité alimentaire pour le futur. À chaque évènement, national ou international, il y a des répercussions sur le coût de l'alimentaire et de l'énergie et ces problèmes ne vont pas se résoudre dans un futur proche. »

Vice-président de l'antenne **91, Restos du cœur**

